



| BILLET DU JOUR |

Par Serge DEGALLAIX, Directeur général de la
Fondation Prospective et Innovation

| L'AFRIQUE |

| DE LA SOLIDARITE AU CONSENSUS DE DEVELOPPEMENT |

La Fondation Prospective et Innovation a organisé, le 23 avril 2020, un forum audiovisuel sur " **L'Afrique face au choc économique**" provoqué par le Covid-19. Outre **Jean-Pierre RAFFARIN**, **Jean Michel SEVERINO**, ancien Directeur Général de l'AFD et Président du fonds d'investissements Initiatives et Partenaires, **Tertius ZONGO**, ancien Premier ministre du Burkina Faso et Président de la chaire Sahel de la FERDI, et **Emmanuel PINTO MOREIRA**, Chef économiste de la Banque Africaine de Développement, ont partagé leurs idées, leurs convictions et leurs propositions.

Pour l'heure, avec 26 000 cas recensés ce jour, **la vague du virus n'a pas encore touché de plein fouet l'Afrique** mais, sans que le pire soit sûr, chacun redoute les effets sur une population fragile et aux infrastructures insuffisantes. La solidarité intra-africaine et celle des amis de l'Afrique se déploient mais les besoins sont immenses.

L'impact économique est déjà là car le virus perturbe le fonctionnement des Etats et le choc extérieur est majeur tant les liens de l'Afrique avec le reste du monde sont importants. Les institutions multilatérales de développement, les bailleurs de fonds bilatéraux, notamment à travers le G20, ont pris rapidement des mesures d'allègement de la dette, de financements d'achats d'équipements et de produits. La France a joué un rôle moteur dans ces prises de décision, et entend poursuivre dans cette voie.

Cela va limiter les dégâts sanitaires mais il faut aller plus loin et préparer les prochaines échéances qui, dès 2021, vont dicter l'avenir politique, économique et social de l'Afrique. Il faut pouvoir bâtir entre l'Afrique et les grands acteurs du monde comme les États-Unis, la Chine, l'Europe et d'autres, comme le Japon, la Russie..., **un nouveau consensus du développement de l'Afrique**. Il en va de l'intérêt de toutes les parties prenantes, de la Chine dont on voit les risques qui pèsent sur ses créances en Afrique, comme des États-Unis qui ne peuvent avoir une politique à courte vue.

Ce nouveau consensus de développement doit s'articuler autour des grands principes suivants :

- **mobiliser le continent** et le décloisonner, pour renforcer les marchés intérieurs qui doivent devenir le grand moteur de la croissance africaine
- **changer les pratiques gouvernementales africaines** pour avoir une approche trans-sectorielle et pas seulement par compétences ministérielles
- **introduire** dans les règles et les pratiques des bailleurs de fonds **plus de flexibilité** et plus d'attention aux responsables et acteurs locaux

- **reconnaître l'importance du secteur productif africain** qui, il y a 30 ans seulement, n'avait pas le poids d'aujourd'hui, notamment pour la création du milliard d'emplois nécessaires d'ici 2050
- **cibler les populations les plus fragiles**, les plus à la merci de la faim, de l'exploitation

Bref, faire que ces grands principes soient partagés avec l'Afrique par tous ses partenaires et qu'ils servent à guider leurs interventions dans un cadre multilatéral ou plurilatéral cohérent et soutenable. **Le G20 fournit un cadre approprié pour lancer une telle initiative.** Pourquoi pas un « G20 du développement et de la lutte contre la pauvreté », à Addis-Abeba, organisé à l'initiative de l'Union Africaine...

Serge DEGALLAIX